

Chronologie de la décolonisation: ses enjeux géopolitiques et son impact sur le processus d'intégration européenne (1944-1975)

Copyright: (c) CVCE.EU by UNI.LU
Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:
http://www.cvce.eu/obj/chronologie_de_la_decolonisation_ses_enjeux_geopolitiques_et_son_impact_sur_le_processus_d_integration_europeenne_1944_1975-fr-16fd0103-6844-47b7-9998-56c6e2433f6c.html

Date de dernière mise à jour: 02/03/2017



Chronologie

La décolonisation: ses enjeux géopolitiques et son impact sur le processus d'intégration européenne (1944-1975)

- Ancienne puissance coloniale: la France
- Ancienne puissance coloniale: le Royaume-Uni
- Ancienne puissance coloniale: les Pays-Bas
- Ancienne puissance coloniale: l'Italie
- Ancienne puissance coloniale: la Belgique
- Ancienne puissance coloniale: l'Espagne
- Ancienne puissance coloniale: le Portugal

30 jan.-8 fév.1944	Conférence de Brazzaville: La Conférence africaine française, organisée par le Comité français de Libération nationale (CFLN) et regroupant les représentants des territoires français d'Afrique, vise à jeter les bases des rapports futurs entre la France et ses colonies.
2 septembre 1945	Indépendance du Viêt Nam
17 avril 1946	Indépendance de la Syrie
25 mai 1946	Indépendance de la Jordanie
27 octobre 1946	L'Union française remplace l'Empire: Créée par la Constitution de la IV ^e République, l'Union française rassemble la France métropolitaine, les départements et territoires d'outre-mer, des territoires associés (sous mandat) et des États associés (sous protectorat).
Décembre 1946	Début de la guerre d'Indochine
14 août 1947	Indépendance du Pakistan
15 août 1947	Indépendance de l'Inde
4 janvier 1948	Indépendance de la Birmanie
14 février 1948	Indépendance de Ceylan (actuel Sri Lanka)

16 avril 1948	Création de l'OECE: Les seize pays ayant accepté l'aide du plan Marshall (Autriche, Belgique, Danemark, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Turquie) signent à Paris la convention qui y établit l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) permettant la gestion et la redistribution des fonds américains. En octobre 1948, l'OECE met sur pied un Comité des territoires d'outre-mer (CTO) qui, à travers un fonds spécial TOM, incite les pays européens à coopérer avec les États-Unis pour le développement de l'Afrique.
7-10 mai 1948	Le congrès de l'Europe à la Haye adopte une résolution économique et sociale dans laquelle il proclame qu'il est nécessaire d'établir une union économique en Europe. Cette union implique le maintien et l'adaptation progressive des liens économiques qui unissent les métropoles européennes à l'outre-mer.
14 mai 1948	Fin du mandat britannique sur la Palestine; David Ben Gourion proclame l'indépendance de l'État d'Israël.
20-25 avril 1949	Conférence économique de Westminster: La conférence, organisée par le Mouvement européen, recommande l'établissement d'une Union européenne économique sous une forme qui permettrait le maintien du système préférentiel existant entre certaines nations européennes et les pays d'outre-mer qui leur sont associés.
19 juillet 1949	Le Laos devient un État associé indépendant.
8 novembre 1949	Le Cambodge devient un État associé indépendant.
27 décembre 1949	Indépendance de l'Indonésie
1950	Plan de Colombo: Initié à la suite d'une rencontre des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth à Colombo, le plan pour le développement coopératif économique et social des pays de l'Asie du Sud et du Sud-Est vise particulièrement l'amélioration de l'économie des jeunes États qui viennent d'accéder à l'indépendance.
9 mai 1950	Déclaration Schuman: Robert Schuman, ministre français des Affaires étrangères, propose dans un discours inspiré par Jean Monnet, de placer l'ensemble de la production franco-allemande de charbon et d'acier, sous une Haute Autorité commune, dans une organisation ouverte à la participation des autres pays d'Europe. Un passage de la déclaration Schuman stipule que "l'Europe pourra avec des moyens accrus, poursuivre la réalisation de l'une des tâches essentielles, le développement du continent africain".

24 décembre 1951	Indépendance de la Libye
Septembre 1952	Plan de Strasbourg: Le Conseil de l'Europe adopte le plan de Strasbourg qui vise l'amélioration des relations économiques entre les États membres du Conseil de l'Europe et les pays d'outre-mer avec lesquels ils ont des liens constitutionnels.
9 novembre 1953	Indépendance du Cambodge
21 juillet 1954	Accords de Genève: Les accords mettent fin à la guerre d'Indochine. Le Viêt Nam est divisé en deux parties: tandis que le nord du Viêt Nam passe sous le contrôle communiste du leader Hô Chi Minh, une dictature nationaliste s'installe au sud du 17e parallèle. L'indépendance du Laos est définitivement reconnue.
1 ^{er} novembre 1954	Mahé et Yanaon (comptoirs français d'Inde) sont transférés de facto à l'Inde.
1 ^{er} novembre 1954	Début de l'insurrection algérienne
18-24 avril 1955	Conférence de Bandung: Les délégations de 29 pays du tiers-monde se réunissent à Bandung (Indonésie) pour une conférence qui marque le début du mouvement des pays non-alignés.
1 ^{er} janvier 1956	Indépendance du Soudan
2 mars 1956	Indépendance du Maroc
20 mars 1956	Indépendance de la Tunisie
29-30 mai 1956	Conférence de Venise: Christian Pineau, ministre français des Affaires étrangères, dépose officiellement le dossier des relations des pays et territoires d'outre-mer (PTOM) avec le Marché commun. La France fait aussitôt de la solution à cette question un préalable fondamental à toute forme d'accord global pour la relance européenne.
23 juin 1956	Adoption de la loi-cadre Defferre: Élaborée par Gaston Defferre, ministre de la France d'Outre-mer du gouvernement Guy Mollet, avec l'appui de Félix Houphouët-Boigny, maire d'Abidjan et premier président de la Côte d'Ivoire, la loi sur l'évolution des territoires d'outre-mer constitue une étape importante dans le processus d'émancipation des territoires coloniaux en Afrique française (institution du suffrage universel et du collège unique, établissement des conseils de gouvernement, élargissement des pouvoirs des assemblées territoriales, réformation de l'administration...)

26 juillet 1956	Nationalisation de la Compagnie du canal de Suez par le président égyptien Gamal Abdel Nasser et début de la crise de Suez.
2 octobre 1956	Projet de rapport franco-belge sur l'association des PTOM à la CEE: Les autorités belges et françaises préparent un rapport commun dans lequel elles examinent les modalités financières de l'éventuelle association des PTOM dont elles ont la responsabilité à la future CEE. Le rapport sera examiné, le 15 novembre 1956, par le comité des chefs de délégation de la Conférence intergouvernementale pour le Marché commun et l'Euratom.
5 octobre 1956	Mémorandum du comité Verret sur la participation des PTOM au Marché commun: La commission interministérielle du Marché commun, dite "comité Verret", décrit la position de la France en ce qui concerne l'association des PTOM au Marché commun.
13 décembre 1956	Note du groupe ad hoc sur l'association des PTOM au marché commun: Le groupe ad hoc pour les territoires d'outre-mer au sein du comité du Marché commun de la Conférence intergouvernementale pour le Marché commun et l'Euratom dresse le bilan des négociations en cours sur le dossier de l'éventuelle association des PTOM à la future CEE.
19-20 février 1957	Conférence de Paris: Les chefs de gouvernement et les ministres des Affaires étrangères des six pays participant à la Conférence intergouvernementale pour le Marché commun et l'Euratom se réunissent à l'hôtel Matignon, à Paris, pour faire le point sur les négociations en cours à Val Duchesse et opérer les derniers arbitrages politiques en ce qui concerne les modalités de l'association des PTOM à la CEE.
6 mars 1957	Indépendance de la Côte-de-l'Or (actuel Ghana)
25 mars 1957	Signature des traités de Rome: Les représentants des six États membres de la CECA signent à Rome les traités instituant la Communauté économique européenne (CEE) et la Communauté européenne de l'énergie atomique (CEEa ou Euratom). Les traités prévoient, pour une période d'essai de cinq ans, l'association à la CEE des pays et territoires d'outre-mer (PTOM) liés à la France, la Belgique, l'Italie et les Pays-Bas. Ces quatre États ouvrent leurs marchés d'outre-mer à l'ensemble des pays membres de la CEE, en contrepartie tous les pays membres de la CEE participent au financement de la mise en valeur de ces territoires d'outre-mer. Concrètement, une zone de libre-échange est instaurée entre les Six et chacun des pays associés, et un Fonds de développement pour les PTOM (FEDOM), ancêtre du Fonds européen de développement (FED), est instauré.
31 août 1957	Indépendance de la Malaisie

28 septembre 1958	Dès son retour au pouvoir en 1958, le général de Gaulle propose aux Africains le principe de la libre détermination. Il les laisse choisir entre l'indépendance dans la sécession ou l'appartenance à la Communauté française, entité inscrite dans son projet de nouvelle Constitution. Le référendum du 28 septembre 1958 demande aux électeurs de ratifier le projet de Constitution qui doit poser les fondements de la V ^e République française. Dans les colonies françaises, la Constitution prévoit le remplacement de l'Union française par la Communauté française. Les électeurs de métropole et des territoires d'outre-mer se prononcent massivement en faveur de la nouvelle Constitution (79,25 %).
2 octobre 1958	Indépendance de la Guinée. La Guinée rejette la proposition d'entrer au sein de la Communauté française et proclame son indépendance.
4 octobre 1958	La Communauté française remplace l'Union française: Créée par la Constitution de la V ^e République, la Communauté française est l'association politique entre la France et les États de son empire colonial, alors en voie de décolonisation. L'article 76 de la Constitution prévoit que les territoires d'outre-mer puissent choisir entre 3 possibilités: garder leur statut ; devenir département d'outre-mer (c'est-à-dire être intégré à la République); devenir un État membre de la Communauté (c'est-à-dire gagner en autonomie).
1 ^{er} janvier 1960	Indépendance du Cameroun (partie sous tutelle française)
4 avril 1960	Indépendance du Sénégal
27 avril 1960	Indépendance du Togo
26 juin 1960	Indépendance de Madagascar
30 juin 1960	Indépendance du Congo belge
1 ^{er} juillet 1960	Indépendance de la Somalie
	Indépendance de la Somalie
1 ^{er} août 1960	Indépendance du Dahomey (actuel Bénin)
3 août 1960	Indépendance du Niger
5 août 1960	Indépendance de la Haute-Volta (actuel Burkina Faso)

7 août 1960	Indépendance de la Côte d'Ivoire
11 août 1960	Indépendance du Tchad
13 août 1960	Indépendance de la République centrafricaine
15 août 1960	Indépendance du Congo (Brazzaville)
16 août 1960	Indépendance de Chypre
17 août 1960	Indépendance du Gabon
22 septembre 1960	Indépendance du Soudan français (actuel Mali)
1 ^{er} octobre 1960	Indépendance du Nigeria
28 novembre 1960	Indépendance de la Mauritanie
27 avril 1961	Indépendance de la Sierra Leone
19 juin 1961	Indépendance du Koweït
19-24 juin 1961	Conférence eurafricaine de Strasbourg: La conférence réunit l'Assemblée parlementaire européenne et 103 représentants des parlements des États africains et malgache associés.
9 août 1961	Première demande d'adhésion du Royaume-Uni à la CEE
1 ^{er} -6 septembre 1961	Conférence de Belgrade: Suite à la conférence de Bandung de 1955, la conférence de Belgrade tend à réaffirmer et à préciser le mouvement des pays non-alignés.
1 ^{er} octobre 1961	Indépendance du Cameroun (partie sous tutelle britannique)
10 octobre 1961	Edward Heath, Lord du Sceau privé et chef de la délégation britannique, expose aux représentants des Six réunis à Paris les positions du Royaume-Uni lors des négociations d'adhésion à la CEE.
9 décembre 1961	Indépendance du Tanganyika (actuelle Tanzanie)

19 décembre 1961	Annexion de l'Inde portugaise (Goa, Daman, Diu) par l'Inde
18 mars 1962	Accords d'Évian: Les accords mettent fin à la guerre d'Algérie et donnent la souveraineté à l'Algérie.
1 ^{er} juillet 1962	Indépendance du Rwanda
1 ^{er} juillet 1962	Indépendance du Burundi
5 juillet 1962	Indépendance de l'Algérie
6 août 1962	Indépendance de la Jamaïque
31 août 1962	Indépendance de Trinité-et-Tobago
19 septembre 1962	Conférence des Premiers ministres du Commonwealth: Le Canada et la Nouvelle-Zélande se disent opposés à l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE.
9 octobre 1962	Indépendance de l'Ouganda
14 janvier 1963	Premier veto du général de Gaulle: Le président français s'oppose à l'adhésion du Royaume-Uni à la CEE. Le 28 janvier, le gouvernement français impose à ses 5 partenaires européens, choqués par ce veto unilatéral, un ajournement des négociations d'adhésion avec les pays candidats.
20 juillet 1963	Signature de la convention de Yaoundé: La CEE et dix-huit EAMA signent à Yaoundé (Cameroun) la première convention qui, valable pour cinq ans, confirme l'association Europe-Afrique sur la base d'une liberté des échanges commerciaux et d'une aide financière des Six.
16 septembre 1963	Création de la Fédération de la Grande Malaisie qui réunit la Malaisie, la colonie britannique de Singapour et les protectorats britanniques de Sarawak et Sabah.
12 décembre 1963	Indépendance du Kenya
23 mars-15 juin 1964	Conférence de Genève: Première Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) qui vise à intégrer les pays en développement dans l'économie mondiale de façon à favoriser leur essor.
6 juillet 1964	Indépendance du Nyassaland (actuel Malawi)

21 septembre 1964	Indépendance de Malte
5-10 octobre 1964	Conférence du Caire des pays non-alignés
24 octobre 1964	Indépendance de la Rhodésie du Nord (actuelle Zambie)
18 février 1965	Indépendance de la Gambie
26 juillet 1965	Indépendance des Maldives
26 mai 1966	Indépendance du Guyana
30 septembre 1966	Indépendance du Bechuanaland (actuel Botswana)
4 octobre 1966	Indépendance du Basutoland (actuel Lesotho)
30 novembre 1966	Indépendance de la Barbade
11 mai 1967	Deuxième demande d'adhésion du Royaume-Uni à la CEE
27 novembre 1967	Deuxième veto du général de Gaulle: Le président de la République française renouvelle son opposition à l'adhésion du Royaume-Uni à la CEE.
29 novembre 1967	Réponse de Harold Wilson à la conférence de presse du général de Gaulle: Commentant le veto à l'adhésion britannique réitéré deux jours auparavant par le président français, Harold Wilson, Premier ministre du Royaume-Uni, dénonce point par point les arguments avancés par les détracteurs de l'adhésion du Royaume-Uni à la CEE.
30 novembre 1967	Indépendance du Yémen du Sud (colonie d'Aden)
12 mars 1968	Indépendance de Maurice
6 septembre 1968	Indépendance du Swaziland
12 octobre 1968	Indépendance de la Guinée équatoriale
4 juin 1970	Indépendance de Tonga

8-10 septembre 1970	Conférence de Lusaka des pays non-alignés
10 octobre 1970	Indépendance des Îles Fidji
20-21 mai 1971	Rencontre Pompidou-Heath à Paris: Accord de vues franco-anglais en ce qui concerne l'élargissement de la CEE.
23 juin 1971	Accord sur l'adhésion du Royaume-Uni à la CEE: Au terme de deux jours de discussions à Luxembourg, la délégation diplomatique britannique et les représentants des Six parviennent à un accord de principe en ce qui concerne les conditions d'adhésion du Royaume-Uni au Marché commun européen.
15 août 1971	Indépendance de Bahreïn
3 septembre 1971	Indépendance du Qatar
28 octobre 1971	La Chambre des Communes se prononce en faveur de l'adhésion du Royaume-Uni à la CEE.
2 décembre 1971	Indépendance des Émirats arabes unis
22 janvier 1972	Signature du traité d'adhésion du Royaume-Uni aux CE
19-21 octobre 1972	Sommet de Paris: À l'occasion du sommet de Paris les Neuf affirment leur volonté de renforcer leur effort d'aide et de coopération à l'égard des peuples les plus démunis des pays en voie de développement (PVD).
1 ^{er} janvier 1973	Adhésion du Royaume-Uni aux CE
10 juillet 1973	Indépendance des Bahamas
5-9 septembre 1973	Conférence d'Alger des pays non-alignés
7 février 1974	Indépendance de la Grenade
1 ^{er} avril 1974	Déclaration de James Callaghan: Le ministre britannique des Affaires étrangères réclame dès sa première intervention au Conseil des ministres une renégociation fondamentale des conditions fixées par les traités d'adhésion négociés par les responsables conservateurs.

10 septembre 1974	Indépendance de la Guinée-Bissau
28 février 1975	Signature de la convention ACP-CEE de Lomé: 46 États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et les 9 États membres de la CEE signent à Lomé (Togo) une convention de coopération.
27 mars 1975	Livre blanc du gouvernement britannique sur la renégociation des conditions d'adhésion à la CEE. Le 9 avril, la Chambre des Communes en approuve les conclusions et décide, par 398 voix contre 172, le maintien du pays dans les structures communautaires.
5 juin 1975	«Oui» britannique aux CE: Lors du référendum populaire du 5 juin 1975, 67,2% des électeurs britanniques approuvent le maintien du Royaume-Uni au sein des CE.
25 juin 1975	Indépendance du Mozambique
5 juillet 1975	Indépendance du Cap-Vert
6 juillet 1975	Indépendance des Comores
12 juillet 1975	Indépendance de São Tomé-et-Príncipe
11 novembre 1975	Indépendance de l'Angola
25 novembre 1975	Indépendance de Suriname
28 novembre 1975	Indépendance du Timor portugais: Le Timor portugais (actuel Timor oriental) déclare son indépendance, mais est aussitôt envahi et annexé par l'Indonésie. Il ne deviendra pleinement indépendant qu'en 2002.